

La droite dure captive l'électorat argentin

mardi 15 août 2023, par [SCHUSTER Mariano](#), [STEFANONI Pablo](#) (Date de rédaction antérieure : 1er août 2023).

Les élections primaires en Argentine ont provoqué un séisme politique. Outre la première place du libertaire Javier Milei, le péronisme arrive en troisième position. Jamais la droite radicalisée n'avait obtenu autant de voix.

Le dimanche 13 août, les élections argentines ont connu un véritable séisme politique. Le candidat libertaire d'extrême droite - et *outsider* de la politique traditionnelle - Javier Milei a remporté la première place, avec 30% des voix ; l'opposition libérale-conservatrice est arrivée en deuxième position, avec moins de voix que prévu (28%), et le péronisme, pour la première fois dans l'histoire, est arrivé en troisième position, avec 27% des voix.

Les primaires ouvertes, simultanées et obligatoires (PASO) sont un type d'élection sui generis : en théorie, elles permettent à chaque force de choisir ses candidats, mais en pratique, étant donné que l'ensemble des électeurs votent, elles constituent un pré-premier tour, créant le climat pour la véritable élection qui, dans ce cas, aura lieu le 22 octobre. C'est pourquoi l'analyse de l'ODEPA se situe à deux niveaux : d'une part, qui gagne chaque élection interne, s'il y a concurrence, et d'autre part, ce que l'élection dit de la corrélation des forces entre les différents partis et coalitions.

Sur le premier point, au sein de Juntos por el Cambio (JxC), la victoire de l'ancienne ministre de la sécurité Patricia Bullrich sur le maire de Buenos Aires Horacio Rodríguez Larreta mérite d'être soulignée. Une victoire, en somme, des « faucons » contre les « colombes » de la principale force d'opposition ; du « Si ce n'est pas tout, ce n'est rien » de Bullrich contre le pari gradualiste de Rodríguez Larreta. La campagne de Bullrich réunissait tous les ingrédients : un style folklorique et une forte insistance sur la « main de fer » contre l'insécurité - mais aussi contre la protestation sociale. Sa victoire aux élections internes fait de Bullrich une candidate ayant de bonnes chances d'accéder à la Casa Rosada. Militante du péronisme révolutionnaire des années 1970, Bullrich s'est ensuite tournée vers la droite dure, bien qu'elle maintienne des positions « libérales » dans d'autres domaines, comme en témoignent son soutien à la dépénalisation de l'avortement et son approbation du mariage égalitaire.

Du point de vue des primaires elles-mêmes, il n'y a pas eu de surprise dans le camp de Javier Milei, qui était le seul candidat de son camp : La Libertad Avanza. Enfin, dans le péronisme, le candidat de « l'unité » Sergio Massa, centriste ultra-pragmatique soutenu par l'ancienne présidente et actuelle vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner, l'a largement emporté. Toutefois, Juan Grabois, un populiste de gauche proche du pape François, a obtenu le vote de plusieurs kirchneristes de gauche qui hésitaient à voter pour M. Massa. Les électeurs de Grabois ont eu tendance à le considérer comme une sorte de « pur kirchneriste » qui a récupéré une partie du récit et de l'héritage du kirchnerisme originel, en particulier sa version christinienne. Une situation quelque peu étrange, dans la mesure où Cristina Fernández de Kirchner elle-même avait soutenu la candidature de l'actuel ministre de l'économie. La « patronne » a soutenu la candidature de Massa après la « chute » de la candidature d'Eduardo « Wado » de Pedro, actuel ministre de l'intérieur appartenant à La C mpora, le groupe lié   M ximo Kirchner et le plus important de la structure christinienne. Après qu'un groupe de gouverneurs ait demandé   Massa d'être le candidat, Fernández de Kirchner

a donné son feu vert. Le pari idéologique de Grabois a constitué, en ce sens, un « Cristinisme sans Cristina » : un Cristinisme idéologique sans le soutien réel de la figure à laquelle ils font appel ou du leader auquel ils se réfèrent. En bref, la seule primaire digne de ce nom était celle de JxC, et c'est sa version de droite qui l'a emporté.

Ce dernier point est lié à la lecture plus générale de l'élection : jamais la droite dure n'avait obtenu autant de voix en Argentine : entre Milei et Bullrich, elle a représenté près de la moitié de l'électorat. L'élection a été marquée par la mort de Morena Domínguez, une fillette de 11 ans, le 9 août, lors d'un vol avec violence comme tant d'autres qui marquent le quotidien de l'électorat de ce qu'on appelle le Conurbano bonaerense, et, plus largement, par une crise économique sans fin qui se résume à un taux d'inflation de plus de 100 % par an. Dans ce contexte, Bullrich a capitalisé sur la crise de la sécurité tandis que Milei a capitalisé sur celle de l'économie, en pariant sur une proposition de dollarisation qui renvoie à l'époque du péroniste néolibéral Carlos Menem (1989-1999), lorsque la valeur du peso était liée par la loi à celle du dollar. Dans ce contexte, la gauche extérieure Unión por la Patria (péronisme et alliés), regroupée au sein d'un front trotskiste, a également subi un sérieux revers.

Il y a eu dans cette élection quelque chose du « retour du refoulé » de 2001, un tournant dans l'histoire politique argentine. Bien qu'à l'époque des pillages, des manifestations de masse et d'un président - Fernando De la Rúa - qui s'est enfui en hélicoptère des toits de la Casa Rosada, les discours progressistes prévalaient, les solutions ultralibérales étaient au menu et attiraient un soutien significatif : ce n'est pas une coïncidence si Carlos Menem a proclamé, lors des élections de 2003, la nécessité de passer de la convertibilité à la simple dollarisation de l'économie argentine, historiquement marquée par son inflation persistante. Le paradoxe de toute cette histoire est que Bullrich, le ministre le plus impopulaire de De la Rúa à l'époque, renaît dans ces élections comme un phénix, comme une sorte de sauveur de la nation.

La personne qui s'est le plus rapprochée du climat « destituyente », qui aujourd'hui n'a pas de masses dans les rues mais beaucoup de frustration sociale, est Milei. Ce libertaire a non seulement [importé l'idéologie paléolibertaire de l'Américain Murray Rothbard](#) - dont l'anarcho-capitalisme le conduit à défendre l'achat et la vente d'organes - mais aussi la dénonciation de la « caste » comme axe de sa campagne, empruntée au parti de gauche espagnol Podemos. Milei, qui a reçu le soutien de Jair Bolsonaro, n'a pas hésité à reprendre des chansons de rock national autrefois chantées par la gauche (comme celles de La Renga ou de Bersuit Vergarabat) et même l'« hymne » de 2001 : le refrain « Que se vayan todos... que no quede ni uno solo » (Qu'ils s'en aillent tous... qu'il n'en reste pas un seul), qui a résonné de manière tonitruante lors de son meeting de clôture de campagne.

Mais le libertarisme de Milei a une autre dimension, qui passait inaperçue aux yeux des progressistes : son idée de la « liberté » résonne dans un monde populaire, de classes moyennes inférieures et à risque, où la demande de services publics coexiste avec des formes assez radicales d'antiétatisme, associées à l'économie morale de l'« entrepreneuriat » informel.

Le système de subventions à la pauvreté, et même l'économie dite « populaire », fonctionnent - en fait, assez bien - comme un parapluie protecteur en temps de crise, mais ils ne construisent pas des avenir souhaitables, aujourd'hui davantage associés à « l'effort individuel ». Bien que le libéralisme conservateur des années 1980, en particulier celui d'Adelina Dalesio de Viola, ait tenté d'établir un thatchérisme populaire, son parti est apparu trop élitiste et son entreprise a fini par être cooptée par le menemisme, qui a réussi à réunir le péronisme et les réformes structurelles privatisantes.

Mais Milei a obtenu des résultats étonnamment bons dans les quartiers populaires, même dans les zones traditionnellement péronistes comme La Matanza, et plus encore en province. En fait, il est arrivé en tête dans 16 des 24 provinces et a remporté la victoire dans deux d'entre elles, dont Salta,

dans le nord andin de l'Argentine.

Comme c'est souvent le cas avec d'autres radicaux de droite aujourd'hui, Milei a fini par fonctionner comme le nom d'une rébellion. En effet, beaucoup de ses électeurs ne veulent pas abolir l'État, acheter ou vendre des organes ou des enfants, dynamiter la Banque centrale ou supprimer l'éducation ou la santé publique. Mais, comme le montrent les sondages de rue de la chaîne sensationnaliste Crónica TV, dire « Milei », dans la bouche des jeunes et des travailleurs précaires, ainsi que des travailleurs des plates-formes, a fini par être une sorte de « signifiant vide » d'un moment de polycrise nationale.

Contrairement à ce que croit une partie du progressisme, Milei n'était pas un produit de l'establishment économique ou des médias : les hommes d'affaires se sont intéressés à lui lorsqu'il a commencé à grandir - et il a toujours été perçu comme folklorique et imprévisible - et les médias l'ont appelé parce qu'il leur donnait de *l'audimat*, c'est-à-dire qu'ils jouissaient de sa popularité plus qu'ils ne contribuaient à la créer, même si, évidemment, les heures de temps d'écran ont fini par augmenter ses performances. La chaîne du journal *La Nación*, LN+, qui fonctionne comme une sorte de chaîne d'information locale réactionnaire de type Fox News, constitue une exception.

Milei et Bullrich, contrairement à Rodríguez Larreta et manifestement Massa, incarnent un discours de refondation fortement anti-progressiste. Quelque chose de similaire, mais idéologiquement inversé, à la « marée rose » des années 2000. Une arme dans les mains des électeurs pour dynamiter le « système », quoi que cela signifie pour tout le monde.

Du côté péroniste, la stratégie de Cristina Fernández de Kirchner a conduit à une impasse. La pré-candidature « d'unité » de Sergio Massa, l'actuel ministre de l'économie qui doit faire face à une inflation annuelle de plus de 100%, a également été rejetée dans les faits par une grande partie du militantisme, qui voyait en lui un « traître » en raison de son récent passé anti-kirchneriste. Malgré la « clameur opérationnelle » du militantisme, *Cristina* non seulement n'a pas cédé, mais, après avoir brièvement soutenu une candidature ratée de son propre parti, celle du ministre de l'intérieur Eduardo « Wado » de Pedro, elle a décidé de soutenir Massa, une personnalité que de nombreux kirchneristes considèrent comme « de droite ». Si les listes pour le Congrès sont pleines de fidèles, [chez les kirchneristes les plus « croyants », c'est la consternation](#). C'est la troisième fois (2015, 2019, 2023) que, bien que *Cristina* soit l'une des personnalités politiques les plus importantes du pays, le kirchnérisme ne présente pas son propre candidat à la présidence. Bien qu'en 2019 elle ait été sur le ticket en tant que vice-présidente, le kirchnérisme a toujours parlé du gouvernement comme s'il s'agissait de quelque chose d'étranger (bien que ce secteur ait contrôlé une grande partie du budget national sous Alberto Fernández, aujourd'hui méprisé par l'ex-mandatária). La sonnette d'alarme était déjà tirée dans le « Conurbano bonaerense », où le péronisme a ses principaux bastions. Là, deux élections se déroulent en parallèle : le vote péroniste dans ces localités populeuses devrait servir à renforcer le candidat à la présidence, Sergio Massa, mais aussi à garantir la réélection du gouverneur Axel Kicillof, un homme de Cristina Fernández de Kirchner. Le problème est que, comme l'a souligné l'un des stratèges du gouverneur, le découragement règne dans la base péroniste potentielle.

Pour des raisons différentes, il règne dans le péronisme un climat semblable à celui de 1983, lorsque la défaite avait fait place au renouveau. Mais que signifie le renouveau aujourd'hui ? Comment les différentes planètes de l'univers péroniste - gouverneurs, maires, syndicats, groupements - peuvent-elles se réorienter ? Quel rôle jouera Fernández de Kirchner, malmenée par ce résultat ?

Dans une [récente interview](#) à *Nueva Sociedad*, le journaliste Martín Rodríguez a souligné que le kirchnérisme est avant tout une « structure de sentiments ». Comme nous l'avons souligné [dans un autre article](#), cette « structure de sentiment » a non seulement séduit une bonne partie du

péronisme, mais a également attiré les restes des différentes cultures politiques de gauche : communistes, socialistes, populistes de gauche, autonomistes de 2001, nostalgiques de la lutte armée des années 1970, militants des droits de l'homme. Leur discours « seventies » a également réussi à donner un sens historique à la défaite politique et militaire de la dictature : toute cette souffrance, qui incluait une « génération décimée », en aurait valu la peine. Le pays était enfin en train de se refonder. Le bicentenaire, en 2010, a scellé, comme l'a souligné l'essayiste Beatriz Sarlo dans son livre *La audacia y el cálculo*, la mise en scène de ce nouveau pays « inclusif » à l'apogée du kirchnerisme. Mais aujourd'hui, cette structure de sentiments est gravement défectueuse. Cristina Fernández de Kirchner ne peut pas expliquer ses propres décisions aux « croyants ». Et ces « croyants », sans positions ni aspirations à des positions, sont non seulement la base électorale mais aussi la base émotionnelle de son projet politique. La vice-présidente semble avoir été prise au piège d'un curieux mélange d'idéologisme et de pragmatisme. Les différents péronismes semblent s'être neutralisés.

Le pays avance, effaré, vers les élections du 22 octobre. Les questions sont plus nombreuses que les réponses : Milei pourra-t-il utiliser ce résultat comme levier de croissance, ou l'effet de vertige d'un « anarcho-capitaliste » qui veut dynamiter l'Etat jusqu'à la Casa Rosada activera-t-il une sorte de frein d'urgence ? La « folie » de Milei permettra-t-elle à Bullrich d'apparaître plus raisonnable, comme l'a fait Marine Le Pen face à l'ultra Éric Zemmour en France ? Le péronisme saura-t-il faire preuve de réflexe pour ne pas se retrouver à nouveau en troisième position ?

Les analystes remettent leur GPS à zéro.

Mariano Schuster
Pablo Stefanoni

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

French Traduction avec DeepL

Nueva Sociedad

<https://nuso.org/articulo/elecciones-argentina-derecha-milei-bullrich/>